



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 134

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

*** Vos dons versés à PBI en 2020 bénéficient d'une déduction fiscale portée à 60% - voir page 7 ***

Editorial

Les pays occidentaux connaissent des régimes démocratiques certes imparfaits, mais le respect de l'Etat de droit y est généralement bien ancré, avec celui des institutions, des droits humains et des résultats du scrutin. Lorsque les deux candidats à l'élection présidentielle se déclarent vainqueurs dans un pays d'Afrique et encouragent leurs partisans respectifs à descendre dans la rue pour en découdre, nous nous réjouissons en Occident de la solidité de nos institutions et du respect du jeu démocratique par notre monde politique. Enfin, jusqu'à hier.

Cela fait un moment qu'on voit émerger des partis populistes et qu'on observe avec appréhension les fluctuations de leurs résultats électoraux. Le respect de la volonté de l'électeur semblait solidement installé au sein des partis traditionnels au pouvoir. Mais voilà que, dans ce qu'il est convenu d'appeler la plus grande démocratie du monde, un président en exercice refuse le verdict des urnes. Tout donne à penser que la victoire de son adversaire démocrate est définitivement acquise, mais l'homme, suivi par bon nombre de ses partisans républicains, multiplie les déclarations incendiaires, les accusations de fraude sans preuves et les appels à refuser le résultat électoral. Dans un tel contexte, on peut sérieusement craindre pour la paix civile.

Que l'on apprécie ou pas la politique de l'actuel président américain n'est pas la question. Dans un Etat démocratique digne de ce nom, les opinions diverses doivent pouvoir coexister. Ce qui est en jeu, dans l'attitude de Donald Trump (et de ses partisans), c'est le risque de voir légitimée la violence politique non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans le reste du monde. Comment encore défendre ailleurs les valeurs de la démocratie, du respect de la diversité et des droits humains ?

Il serait hasardeux de nier ou d'assister passivement à la dégradation du débat public. L'histoire nous montre que nous ne devons pas fermer les yeux ni laisser faire. Il nous appartient à toutes et tous de résister à la menace que fait peser sur le vivre ensemble la dégradation du discours politique, et cela passe par la promotion du dialogue, de la communication non-violente et du respect de la diversité, tout autant chez nous que sur les terrains d'action de PBI.

Que l'année 2021, que nous vous souhaitons déjà agréable, soit plus propice à la démocratie, à la justice et à la paix !

Au sommaire

Honduras

Entretien avec Andrea Regina Pineda
Page 2

Guatemala-Honduras-Nicaragua

PBI exprime sa solidarité avec les populations affectées par les ouragans
Page 3

Colombie

Portrait de l'avocat Reynaldo Villalba
Page 4

Mexique

Entretien avec Abel Barrera Hernández
Page 5

2000-2020 : 20 ans de PBI-Mexique
Page 6

Etre femme et défenseuse des droits humains en temps de Covid-19
Page 7

Inheemse volkeren in Mexico en verdediging van het land in tijden van Covid-19
Page 8



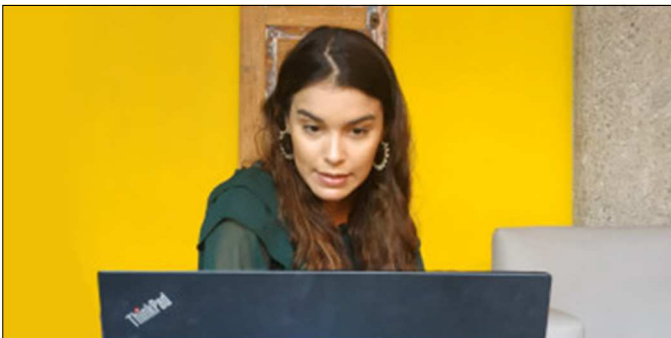
PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Honduras

Entretien avec Andrea Regina Pineda : "Je rêve d'un Honduras juste"

Andrea Regina Pineda est avocate au Honduras. Elle travaille pour l'organisation Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario (CEHPRODEC) et lutte pour les droits humains ainsi que pour le droit à la terre. Dans un entretien avec Aline Geissmann de PBI-Suisse, elle se confie sur son travail et ses rêves.

L'avocate hondurienne Andrea Regina Pineda a toujours eu un sens aigu de la justice et a su dès son enfance qu'une fois adulte, elle s'engagerait pour la justice sociale. C'est ainsi qu'elle a décidé d'étudier le droit. Pour elle, c'est la meilleure façon d'aider les femmes, les enfants et les personnes les plus vulnérables.



Vivre dans une bulle

Elle a effectué ses études dans une université privée. "Parmi mes camarades de classe, la situation des droits humains au Honduras n'était guère discutée ; on ne parlait ni de la crise politique, ni des protestations. C'étaient des sujets tabous", se souvient la jeune femme. "La majorité vivait dans une bulle, dans un monde parfait".

Les gens autour d'elle l'ont encouragée à chercher un emploi où elle gagnerait bien sa vie. Or Andrea Regina Pineda n'était pas intéressée par l'argent. Elle souhaitait trouver un travail qui la passionnait. C'est ainsi qu'elle a trouvé un stage au sein de CEHPRODEC, une organisation qui s'engage pour le droit à la terre et les droits humains. Elle s'est ensuite vu offrir un poste permanent.

Au CEHPRODEC, elle travaille dans la coordination de projets. Elle conseille et accompagne les communautés autochtones et anime des ateliers. L'avocate Pineda raconte : "La semaine dernière, nous étions dans une communauté avec laquelle nous n'avions jamais travaillé auparavant. C'était frappant. Les habitant(e)s de la communauté sont exploité(e)s par les grands propriétaires terriens et ne connaissent pas leurs droits. Notre objectif est de leur montrer qu'ils et elles ne sont pas seul(e)s dans leur lutte." Les visites dans les communautés la motivent à continuer à travailler pour les droits humains. Elle se considère non seulement comme une avocate, mais aussi comme une amie des personnes concernées. "Leur combat est mon combat", explique-t-elle avec détermination.

Dans cette lutte, Andrea Regina Pineda est heureuse de pouvoir compter sur le soutien de PBI. "Lorsque PBI est impliquée, les habitant(e)s se rendent compte que leur situation suscite un intérêt international. C'est très édifiant. La présence de PBI nous aide à la fois en tant qu'institution et en tant que communauté."

Inquiétudes pour l'avenir et rêves impossibles

L'avocate Pineda est préoccupée par le fait qu'il y ait davantage de zones illégalement occupées ainsi qu'utilisées pour l'exploitation minière. L'État hondurien est défaillant à cet égard. Selon l'Observatoire des ressources naturelles des droits humains 2017, compilé par le CEHPRODEC, l'État hondurien a accordé 302 concessions d'exploitation et d'exploration sur une superficie de plus de 2000 kilomètres carrés. La plupart d'entre elles ont été accordées sans consultation libre et informée des communautés locales. En conséquence, la partie de la population qui se rebelle contre les compagnies minières se voit arrêtée et criminalisée. Andrea Regina Pineda observe la montée de la violence et craint que la situation au Honduras ne dégénère.

"Je me sens impuissante et triste que l'État hondurien soit toujours aussi corrompu et que les personnes au pouvoir n'aident que celles et ceux qui sont politiquement aligné(e)s. Je rêve d'un Honduras où la justice est disponible et accessible pour toutes et tous, où l'empathie remplace la discrimination. Je rêve de changer le Honduras pour le meilleur", dit Andrea Regina Pineda, ajoutant que ce rêve restera probablement un rêve. Des changements aussi fondamentaux sont impossibles tant que les autorités actuelles restent au pouvoir.

La corruption a augmenté de manière significative suite à la pandémie : bien que beaucoup d'argent ait été mis à disposition pour lutter contre la pandémie, la population n'a pratiquement rien ressenti, regrette l'avocate. Les malades étaient hébergés dans des tentes au lieu des hôpitaux mobiles promis, et les médecins manquaient de médicaments et de matériel pour l'hygiène.

"Tant de personnes sont mortes de la main de l'Etat. À côté d'assassinats directs, l'Etat est la cause de meurtres indirects causés par la négligence et de mauvaises décisions, par une sécurité sociale faible et par la corruption. C'est impardonnable. Je rêve qu'un jour la justice prévaudra", soupire Andrea Regina Pineda. En attendant ce jour, elle continuera à défendre les personnes opprimées et à lutter pour ses idéaux.

Article de PBI-Suisse



Guatemala-Honduras-Nicaragua

PBI exprime sa solidarité avec les populations affectées par les ouragans Eta et Iota

Fortement préoccupée par l'impact considérable de l'ouragan Eta et son successeur Iota en Amérique centrale, PBI dresse le portrait de la situation au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua auprès de nos organisations accompagnées. Éclipsées par l'élection américaine et la crise sanitaire mondiale, le monde n'apporte que peu d'attention aux conséquences catastrophiques des deux ouragans.

Communautés emportées par des glissements de terrain au Guatemala

Au Guatemala, on compte jusqu'à présent 150 morts. Plusieurs organisations accompagnées par PBI- Guatemala ont fait état de graves situations d'urgence affectant leurs membres, notamment les organisations des départements de l'Alta Verapaz (l'Union des organisations paysannes UVOC, le Comité paysan de l'Altiplano CCDA et la Resistencia Pacifica de Cahabón), où 83% de la population vit déjà dans l'extrême pauvreté. Les communautés rapportent que les centrales hydroélectriques ont ouvert les vannes de leurs réservoirs, augmentant ainsi encore plus le débit des rivières et provoquant davantage d'inondations et de dégâts. Le village de Queja a été complètement emporté par les pluies et les glissements de terrain. La quête des survivants a été abandonnée, du fait des conditions difficiles.

Dans l'est, l'impact a principalement été la destruction de toute la production agricole. La Ch'orti Campesinos Central "Nuevo Día" (CCCND) a publié une déclaration dénonçant la perte de plus de 200 cultures de maïs, de haricots, de tomates, de café et de bananes. PBI-Guatemala attire l'attention sur le risque de corruption dans la gestion de l'aide par les structures étatiques.

Perte de communication avec les communautés affectées par les ouragans au Honduras

Selon le gouvernement hondurien, plus de 200 000 familles sont victimes des conséquences des ouragans Eta et Iota. Pendant de nombreux jours, l'équipe de PBI-Honduras n'a pas été en mesure d'établir la communication avec plusieurs communautés accompagnées dans le nord du pays. Les personnes avec qui PBI-Honduras a réussi à communiquer sont désespérées, demandant toute sorte d'aide pour les familles touchées. Parmi les communautés paysannes les plus touchées figurent celles de la Centrale nationale des ouvriers ruraux, CNTC, où plus de 12 500 personnes ont perdu pratiquement tout ce qu'elles possédaient. Eta a également fortement affecté le département de Santa Bárbara, où travaille l'Association de défense des biens communs ASODEBICOQ et où plusieurs communautés ont été

isolées par des routes coupées et se sont retrouvées sans nourriture ni eau potable.

De leur côté, les autorités honduriennes dans la région sont débordées ; il a fallu pas moins de trois jours pour que le gouvernement avertisse la population de l'arrivée de l'ouragan Eta. Face aux critiques dans la gestion et au manque de réponse du gouvernement, de nombreuses communautés et organisations se démènent pour offrir une aide d'urgence ; la CNTC, le COPINH et le Mouvement pour la dignité et la justice MADJ collectent de la nourriture, des vêtements et des produits d'hygiène et de biosécurité pour les appor-



ter aux communautés les plus reculées.

Destruction totale d'habitations au Nicaragua

La côte caraïbe du Nicaragua est gravement endommagée par le passage consécutif des deux ouragans, dont les pluies et les vents forts ont détruit de nombreuses habitations ainsi qu'une grande partie de l'infrastructure. Les organisations de la société civile au niveau local et la population nicaraguayenne exilée au Costa Rica mènent des campagnes de sensibilisation et lancent un appel aux niveaux local, régional et international afin de soutenir les communautés affectées avec des dons alimentaires, médicaux et monétaires. Or, selon la population locale et certains médias, la police nationale et les forces militaires bloquent régulièrement le passage de l'aide apportée aux communautés touchées ; il y a du harcèlement aux alentours des centres de collecte autorisés.

PBI tient à exprimer toute sa solidarité avec les personnes affectées par les ouragans.

Article de PBI-Suisse



Colombie

Portrait de Reynaldo Villalba, l'avocat du sénateur Ivan Cepeda, à l'origine de l'assignation à résidence de l'ex-président Alvaro Uribe en août dernier

Comme nous vous en parlions dans notre précédent bulletin, en août 2020, l'ancien président colombien Alvaro Uribe Vélez a été placé en résidence surveillée par la Cour suprême pour fraude au procès et corruption de témoins. Dans l'article ci-dessous, nous revenons sur cet événement hors du commun en vous proposant un portrait de l'avocat Reynaldo Villalba, qui assistait le sénateur Ivan Cepeda, à l'origine de l'assignation à résidence de l'ex-président.



En ce moment, l'avocat Reynaldo Villalba a plusieurs raisons d'être content de son travail. Dans un verdict sans précédent, la Cour Suprême de Justice a imposé une assignation à résidence de l'ancien président et sénateur Alvaro Uribe Vélez, pour des faits de présomption d'achat de témoins, faits qui ont été dénoncés par le sénateur Ivan Cepeda, anciennement accompagné par PBI et représenté par l'avocat Reynaldo Villalba.

Ce dernier, âgé de 61 ans, a passé plus de trente ans de sa carrière à défendre et représenter les victimes de graves violations des droits humains et des personnes reconnues comme défenseurs des droits humains. Après ses études de droit, il a rejoint le Colectivo de Abogados Jose Alvear Restrepo, en abrégé CCAJAR, pour défendre les victimes du conflit armé et demander plus de justice.

Cette année encore, alors que le monde est confiné en pleine pandémie, éclate le nouveau scandale des « dossiers de l'armée », où, une fois de plus, ont été

mises en évidence des preuves d'écoutes illégales et secrètes de certaines factions d'espionnage de l'armée. En mai 2020, la revue politique colombienne Semana a révélé qu'au cours de l'année 2019, les activités de 130 journalistes, opposants politiques, syndicalistes et défenseurs des droits humains, entre autres des membres du CCAJAR, ont été la cible de l'espionnage cybernautique. Pour Reynaldo Villalba, c'est sans surprise : cela fait plus de 40 ans que le CCAJAR travaille pour la justice et la vérité, accompagnant les victimes du conflit armé et cela fait 40 ans qu'ils sont victimes de persécution politique. Pour l'avocat, ces écoutes illégales visent à connaître les cas qu'ils défendent, les personnes qui dénoncent et les preuves qu'ils ont en leur possession. Ce qui génère parfois encore plus de doutes et freine les plaintes des victimes et les processus judiciaires.

Alors que depuis bientôt quatre ans, a été signé l'accord de paix entre l'ex-guérilla des FARC et le gouvernement colombien, le pays continue de compter ses morts : plus de 600 leaders communautaires et défenseurs de droits humains ont été assassinés. Une lutte constante pour la justice et l'établissement de la vérité dans un conflit qui a laissé plus de 7 millions de victimes.

Beaucoup de chemin reste à parcourir et de vérité à connaître. Mais la reconnaissance du rôle joué par Alvaro Uribe Vélez, qui a été président de la Colombie entre 2002 et 2010 (années où la violence a atteint des niveaux très élevés), constitue un petit pas vers la justice. Pour que ce mouvement se poursuive, il est important de continuer à faire connaître et protéger le travail réalisé par des défenseur(e)s de droits humains et de grands avocats comme Reynaldo Villalba.

Nathalie Bienfait

Les projets de PBI recrutent régulièrement des volontaires

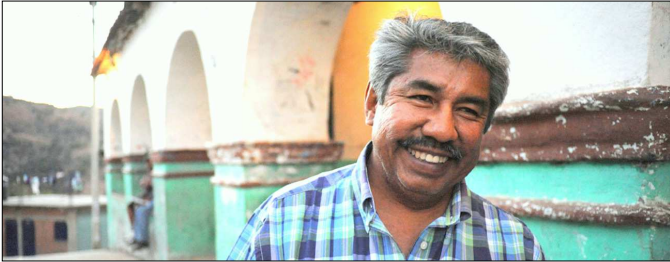
Même si la pandémie de coronavirus complique actuellement le maintien des équipes de volontaires sur le terrain, les différents projets de PBI continuent généralement de recruter des observateurs internationaux et d'organiser des entraînements à leur adresse, principalement pour l'Amérique latine. Si vous désirez vous engager dans l'une de ces équipes ou avoir des informations en vue d'un engagement éventuel, prenez contact avec l'un de ces projets ou, mieux encore, avec l'antenne belge de PBI, par exemple via notre adresse électronique : info@pbi-belgium.org



Mexique

Entretien avec Abel Barrera Hernández à propos des 20 ans de PBI-Mexique

Peace Brigades International a été la première organisation internationale à accompagner les organisations locales de défense des droits humains dans l'État de Guerrero, à partir de 2001. Dans une interview avec PBI, Abel Barrera Hernández, directeur du Centre des droits humains Tlachinollan à Ayutla de los Libres, revient sur le chemin parcouru ensemble dans la lutte pour la justice.



L'équipe de Tlachinollan avait-elle des réserves vis-à-vis de PBI ?

Il n'y a pas eu de réserves émises de notre part, mais le service de renseignement local a répandu la rumeur selon laquelle les ONG finançaient des groupes violents. Cette idée continue de circuler aujourd'hui. Nous avons observé une attitude très dédaigneuse envers les organisations internationales à cette époque. Elles ont été accusées d'ingérence dans la vie publique et des campagnes de diffamation ont été lancées.

Quel rôle a joué la présence de PBI au Guerrero ?

La présence de PBI sur le terrain s'est révélée très importante car les volontaires ont observé et documenté des violations des droits humains. Pendant cette période, deux femmes autochtones accompagnées par PBI, Valentina Rosendo Cantú et Inés Fernández Ortega, ont rencontré de nombreux obstacles pour obtenir

justice après avoir été toutes deux violées par des soldats. Porter des accusations contre l'armée comportait de grands risques car elle était - et reste - intouchable.

Comment PBI a-t-elle soutenu Tlachinollan ?

PBI a aidé l'organisation à établir des contacts avec les autorités fédérales. Dès le début, nous avons estimé qu'il était important que PBI soit présente à Mexico afin d'assurer un travail de sensibilisation aux niveaux national et international. Ce sont d'ancien(ne)s volontaires PBI qui ont mis en place le travail de plaidoyer international à Tlachinollan. PBI a documenté nos accompagnements à Chilpancingo, à Tlapa et sur la Costa Grande, afin de les promouvoir en dehors de l'État et du pays. Les speaking tours internationaux constituent un autre élément important. En Europe, nous nous sentons en sécurité et pouvons faire entendre nos préoccupations.

Quelle était la situation au Guerrero il y a vingt ans ?

Le Guerrero connaissait un climat d'extrême violence et l'armée contrôlait l'État fédéral. Les soldats ont torturé de nombreuses personnes qu'ils soupçonnaient d'appartenir à la guérilla. En 1998, les forces armées ont exécuté onze jeunes hommes autochtones lors d'un massacre à El Charco. La violence politique s'est progressivement institutionnalisée et il a fallu faire comprendre aux autorités qu'elles ne pouvaient pas utiliser leur pouvoir de cette manière.

Article de PBI-Suisse

Témoignage de Marion Fléchet, volontaire actuellement empêchée

La Française Marion Fichet a passé deux mois au Mexique en tant que volontaire PBI, avant que la pandémie de Covid-19 ne la force à rentrer en France. Elle témoigne de sa petite expérience sur le terrain.



Alors qu'elle termine son Master en Solidarité internationale, Marion Fichet découvre PBI pendant un week-end sur l'intervention civile de paix organisé par PBI-France et d'autres ONG à Paris. Convaincue par les principes de non-ingérence et de décision par consensus, elle décide de partir en tant que volontaire au Mexique, un pays qui lui tient à cœur. Après quelques semaines d'acclimatation dans la maison des volontaires à Oaxaca, dans le sud du Mexique, Marion effectue son premier accompagnement physique dans l'isthme de Tehuantepec. Ces trois jours aux côtés de la communauté d'Unión Hidalgo, qui lutte pour exiger que la population locale soit consultée et qu'il y ait davantage de transparence quant à la mise en œuvre d'un mégaprojet éolien, lui font prendre conscience que le principe de non-ingérence n'est pas simple à appliquer. Marion se sent particulièrement concernée du fait que ce mégaprojet est porté par une filiale d'Électricité de France (EDF) : « Avec le gilet PBI, nous savons que nous représentons l'organisation au-delà de notre propre personne, ce qui crée une certaine distance par rapport aux défenseur(e)s que nous rencontrons. Il s'agit d'être dans une écoute active et dans une position d'observateur jugeant et apportant des outils concernant leur sécurité uniquement. Notre mission peut parfois générer un sentiment de frustration et d'impuissance car nous restons en marge de leur lutte. » Malgré cela, Marion tient ce principe pour primordial, car nécessaire à l'articulation entre son engagement et son regard critique quant à son statut privilégié de volontaire internationale.



A m é r i q u e s

Mexique

2000-2020 : 20 ans de PBI-Mexique

Le projet de PBI au Mexique a été créé en l'an 2000. Au début, c'est surtout dans la capitale Mexico et dans l'Etat de Guerrero que des équipes de volontaires ont effectué leur travail d'accompagnement. Mais des équipes ont également travaillé par la suite dans l'Etat d'Oaxaca et dans le nord de cet immense pays. En 20 ans, de nombreuses associations menacées ou personnes victimes de violations des droits humains ont été accompagnées par les observateurs internationaux de PBI. Pour illustrer la diversité de ces accompagnements, nous rappelons ici quelques cas emblématiques qui s'étalent sur les vingt années d'existence du projet.

Guerrero : Justice pour Valentina Rosendo Cantú



Valentina Rosendo Cantú a été violée le 16 février 2002, à l'âge de 17 ans, lors d'un interrogatoire par des membres de l'armée dans son village au Guerrero. Avec le soutien de plusieurs organisations, dont Tlachinollan et PBI, elle s'est battue pour obtenir justice et a finalement reçu, en 2018, un verdict historique condamnant les responsables du crime.

Ville de Mexico : Engagement en faveur des prisonniers politiques

Lorsque les activistes et frères Alejandro, Héctor et Antonio Cerezo Contreras ont été arrêtés, torturés et enfermés dans une prison sous haute sécurité le 13 août 2001, leur frère Francisco, leur sœur Emiliana ainsi que leurs ami(e)s ont fondé le Comité Cerezo. Les trois frères étaient accusés d'avoir perpétré des attentats dans des succursales d'une banque à Mexico. En 2002, après plusieurs menaces à l'encontre de Francisco et Emiliana, PBI a commencé à leur assurer un accompagnement protecteur dans la capitale. En 2007, Alejandro a été libéré et, deux ans plus tard, Héctor et Antonio ont également été relâchés. Le Comité Cerezo s'engage pour la défense et la promotion des droits humains et pour les victimes de répression politique. Les membres de l'organisation sont toujours accompagné(e)s par PBI à ce jour.



Coahuila : Récupération des corps des victimes de la mine de charbon Pasta de Conchos



Le 19 février 2006, une explosion de méthane a coûté la vie à 65 mineurs de la mine de charbon Pasta de Conchos dans l'État de Coahuila. Depuis 14 ans, l'organisation Familia Pasta de Conchos commémore cette tragédie. Selon l'organisation, la compagnie minière n'a jamais vraiment fait avancer les opérations de secours afin que les mauvaises conditions de travail dans la mine ne soient pas révélées au grand jour. Après de nombreuses années de lutte inlassable, une lueur d'espoir pour les proches des victimes est apparue en 2019 : les autorités mexicaines se sont engagées à récupérer les 63 corps restants dans la mine. PBI soutient Familia Pasta de Conchos depuis 2014 en raison des menaces et de la diffamation auxquelles est exposée tout particulièrement sa responsable Cristina Auerbach.

Oaxaca : Résistance aux mégaprojets éoliens

Dans l'isthme de Tehuantepec, au sud du Mexique, PBI accompagne depuis 2011 les défenseur(e)s des droits humains menacé(e)s en raison de leur résistance pacifique à des mégaprojets transnationaux. La communauté de pêcheurs autochtones Unión Hidalgo souffre des effets négatifs générés par d'énormes parcs éoliens depuis 2004. Dans le cadre du projet d'infrastructure Corredor Transístmico, le parc éolien Gunaa Sicarú est actuellement en construction avec la participation de l'entreprise Électricité de France (EDF), bien que la population locale n'ait pas été suffisamment informée et consultée, et que les dommages causés par les parcs éoliens déjà existants n'aient pas été évalués.



Mexique

Etre femme et défenseuse des droits humains en temps de Covid-19

Les femmes au Mexique, en particulier les défenseuses des droits humains, sont fréquemment exposées à des violences, et ceci déjà bien avant le déclenchement de la pandémie de Covid-19. Les mesures prises par le gouvernement pour contenir le virus ont exacerbé ce problème structurel et consolidé le climat d'impunité pour les violations des droits humains.



Au cours des six premiers mois de cette année, le nombre de féminicides au Mexique a augmenté de plus de 9 % par rapport à 2019. En avril 2020, le nombre de femmes victimes d'homicides a même atteint son plus haut niveau depuis le début des enregistrements en 2015. En outre, la pandémie a paralysé une grande partie des autorités, ce qui a largement perturbé les mesures de prise en charge des personnes touchées.

Manque de soutien de la part de l'État

Plus d'appels d'urgence ont été effectués en rapport avec des incidents de violence contre les femmes qu'à tout autre moment depuis le début des enregistrements en 2016. Ceci n'est pas pris suffisamment au sérieux par l'État. Les organisations de défense des droits humains sont préoccupées par la déclaration faite par le président mexicain lors d'une conférence de presse en mai, selon laquelle 90 % des appels d'urgence enregistrés pour des incidents de violence contre les femmes seraient des faux.

Par ailleurs, Amnesty International Mexique condamne la réduction de 151 millions de pesos mexicains

(plus de 6,3 millions de CHF) du budget de l'Institut national des femmes "Inmujeres", annoncé le 15 juillet. Selon la directrice d'Inmujeres, Nadine Gasman, il s'agit non seulement d'un coup dur pour le budget d'Inmujeres, mais aussi d'une réduction du budget de l'ensemble de l'administration publique nationale. Cette réduction est intervenue le jour après que le président a assuré qu'il n'y aurait pas de réduction budgétaire et que les femmes mexicaines au Mexique n'avaient jamais été aussi bien protégées qu'aujourd'hui. En conséquence, les femmes se mobilisent dans les rues et exigent que l'État réponde à l'injustice.

Régression dans la lutte pour les droits humains

Les défenseuses des droits humains et les journalistes sont particulièrement victimes de graves agressions : rien qu'entre janvier et juin 2020, plus de 260 incidents ont été enregistrés, allant de la diffamation et de la criminalisation au meurtre. Yésica Sánchez Maya, de l'organisation féministe des droits humains Consorcio Oaxaca, qui est accompagnée par PBI, déclare : «Nous revenons à nos luttes initiales pour les droits humains, à nos luttes pour nos droits civils et politiques, aux luttes que nous pensions avoir gagnées depuis longtemps. Ces régressions de l'État nous renvoient aux défis de notre programme thématique.»

PBI-Mexique reconnaît la situation difficile des femmes aggravée par la pandémie. Le projet appelle les autorités et la société internationale à mettre en place les mécanismes nécessaires pour répondre au problème des femmes mexicaines, afin que leur intégrité et le travail des défenseuses des droits humains puissent être garantis.

Article de PBI-Suisse

Appel aux dons et déductibilité fiscale

Les fins d'année sont souvent l'occasion pour les associations de multiplier les appels aux dons. Même si, ces derniers mois, certains projets de PBI ont dû restreindre leur nombre de volontaires sur le terrain pour respecter les mesures sanitaires du pays où ils se déploient, la plupart ont continué à assurer un travail d'accompagnement à distance avec le même personnel. Aussi les besoins financiers de notre organisation internationale restent identiques. Au niveau belge, les fonds récoltés par notre ASBL PBI-Belgium restent dévolus essentiellement au soutien financier des projets. Par conséquent, si vous voulez effectuer un don cette année encore, n'hésitez pas ! Nous vous rappelons que si vos versements en faveur de notre ASBL pour l'année 2020 atteignent le total de 40 euros ou plus (hors abonnements et cotisations), vous bénéficierez l'année prochaine de la déductibilité fiscale. Comme vous le savez aussi sans doute, le gouvernement fédéral a porté la déduction fiscale à 60% de vos dons pour l'année 2020 (au lieu de 45% habituellement), ce qui fait que, cette année, un don de 40 euros, par exemple, ne vous coûtera en réalité que 16 euros et un don de 80 seulement 32. Cette mesure exceptionnelle ne peut que vous encourager à effectuer encore un versement en ce mois de décembre sur notre compte BE07 0011 0164 5366. Nous vous remercions d'avance pour votre générosité.



Mexico

Inheemse volkeren in Mexico en verdediging van het land in tijden van Covid-19

Op 9 augustus vond de herdenking van de Internationale Dag van Inheemse Volkeren plaats met het onderwerp “COVID-19 en de veerkracht van inheemse volkeren”, waarbij de inspanning van inheemse gemeenschappen werd erkend om eigen oplossingen voor de pandemie te zoeken door middel van hun kennis en traditionele praktijken. De VN gaf aan dat inheemse volkeren een voorbeeld kunnen vormen van hoe het risico van toekomstige pandemieën kan worden verkleind en de relaties met de natuur kunnen worden hersteld; inheemse gebieden bezitten 80% van de biodiversiteit in de wereld. Het verdedigen van inheems land en natuurlijke rijkdommen is echter niet zonder risico...

Ondanks hun fundamentele kennis, zijn inheemse volkeren een van de meest kwetsbare bevolkingsgroepen in de huidige pandemie. In Mexico is dat vooral vanwege het hoge niveau van structurele marginalisatie en armoede waarmee inheemse volkeren worden geconfronteerd. Volgens het National Institute of Indigenous Languages (INALI) beschouwen naar schatting twee op de tien mensen die op Mexicaans grondgebied wonen zichzelf als inheems.

Verdedigers van inheems land en grondgebied vormen een zeer bedreigde groep. Volgens het laatste rapport van Global Witness heeft de COVID-19-pandemie de problemen van land- en milieuverdedigers wereldwijd verergerd. Het rapport benadrukt dat regeringen in verschillende landen de crisis hebben gebruikt om drastische maatregelen te nemen om hun burgers onder controle te houden en de bestaande milieuregels terug te draaien. Zo zijn er concessies gedaan zonder voorafgaand overleg met de gemeenschappen. Het rapport meldt dat van de 212 land- en milieuverdedigers die in 2019 wereldwijd zijn gedood, 40% tot inheemse gemeenschappen behoorden, terwijl die gemeenschappen slechts 5% van de wereldbevolking vertegenwoordigen. Meer dan twee derde van de moorden vond plaats in Latijns-Amerika, dat de afgelopen jaren altijd een van de meest getroffen regio's is geweest. Mexico staat op de vierde plaats met achttien moorden.

Otilia Martínez Cruz en haar zoon Gregorio Charro Cruz, uit de inheemse gemeenschap van Coloradas de la Virgen in de gemeente Guadalupe y Calvo, Chihuahua, maakten deel uit van de organisatie Alianza Sierra Madre (ASMAC) en zijn vorig jaar vermoord. Zij waren familieleden van Julián Carrillo en van vijf andere verdedigers die zijn vermoord sinds 2013. Otilia en Gregorio zijn volgens hun naasten geëxecuteerd op bevel van lokale houthakkers, vanwege hun strijd tegen de illegale ontbossing op hun land in de Sierra Tarahumara.

De Sierra van Chihuahua is een van de meest risicovolle gebieden voor inheemse mensenrechtenverdedigers. In zijn laatste rapport registreerde het Mexicaanse Centrum voor Milieuwetgeving (CEMDA) 39 aanvallen tegen land- en milieuverdedigers in 2019, met Chihuahua op de vijfde plaats van de Mexicaanse deelstaten. De moorden vormen slechts het topje van de ijsberg van vele andere vormen van geweld waarmee



mensenrechtenverdedigers worden geconfronteerd, waaronder bedreigingen, verwondingen, materiële schade en de gedwongen verplaatsing van hele gezinnen.

Onlangs waarschuwde ASMAC, een organisatie die sinds 2018 wordt vergezeld door PBI, samen met andere organisaties die in de Sierra Tarahumara werken, met een verklaring dat een gewapende groepering leden van de inheemse gemeenschap Odami bedreigde, evenals leden van ASMAC, uit naam van mensen die bekend zijn bij de gemeenschap en de autoriteiten. Daarnaast heeft de Red TdT een dringende waarschuwing afgegeven waarin de regering wordt opgeroepen de veiligheid van de gemeenschappen van Guadalupe en Calvo en de leden van ASMAC te waarborgen. PBI uitte zijn bezorgdheid over de ernst van deze gebeurtenissen, die plaatsvonden ondanks het feit dat de procureur-generaal van de staat verschillende onderzoeksdossiers heeft geopend.

We roepen de verantwoordelijke autoriteiten op om te doen wat nodig is om de veiligheid van de gemeenschap als de leden van ASMAC te garanderen, zodat degenen die verantwoordelijk zijn voor deze agressie worden gestraft en de continuïteit van het belangrijke werk van de mensenrechtenverdedigers in de regio wordt gegarandeerd. In het licht van de straffeloosheid en institutionele vertragingen, verergerd door de wereldwijde noodsituatie op het gebied van de gezondheid, is het werk van ASMAC en van de inheemse verdedigers van land, grondgebied en milieu van onschatbare waarde.

Artikel van PBI-Nederland

